

Les signatures contre la privatisation d'ADP

Isabelle Bigand-Viviani : « L'ouverture du capital en 2005 a supprimé 2000 emplois en 10 ans... »

Lundi 18 juin 2018, le Conseil des Ministres ajoute à la loi Pacte la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP). En 2017, les parts de l'État (50,6%) lui ont rapporté la moitié d'un taux de marge net de 17% pour un chiffre d'affaires de 3,6 milliards d'euros. Comme pour la Française des Jeux, et auparavant les autoroutes, la vente au privé serait une perte de ressources pour les finances publiques, seulement destinée à satisfaire les financiers du système Macron, avec Vinci au premier rang. La Cour des Comptes dit son désaccord le 7 septembre 2019. La vente des bijoux de famille ne garantit pas que son produit abonderait l'investissement public. Les quelque 10 milliards seraient en effet stockés sur un compte en banque et seuls les intérêts (environ 250 millions) seraient affectés au budget national. Le capital resterait dans la poche du gouvernement, sous forme de « réserves ». Au printemps 2019, l'idée germe chez des parlementaires et des syndicats, dont la CGT, d'exiger un RIP (Référendum d'Initiative Populaire). Le 9 mai, le Conseil Constitutionnel valide la demande. La campagne de signatures est lancée le 13 juin. Les résultats de septembre progressent vers le million, dont la majorité en Île-de-France, avec un objectif national de 4,7 millions imposé par le gouvernement et devant être atteint au 13 mars 2020. Il s'agit de continuer le travail en région parisienne et de mobiliser la France entière par les réseaux dont disposent la CGT et les organisations de gauche.

Dès le début de l'opération, l'Union départementale et les Union locales de l'Essonne ont appelé à soutenir la démarche et donné le mode d'emploi pour voter par internet. Les militants CGT d'ADP sont évidemment au premier rang, dans les huit départements franciliens, pour défendre le service public et ses ressources ainsi que l'avenir de leur entreprise. L'une des principales responsables habite l'Essonne. Isabelle Bigand-Viviani est la secrétaire de la CGT sur la plate-forme d'Orly. La Voix Syndicale l'a rencontrée.

La Voix Syndicale. L'objectif de 4,7 millions de signatures semble-t-il un objectif atteignable ? Si oui, à quelles conditions ?



Isabelle Bigand-Viviani en manifestation (Image CGT ADP)

Isabelle Bigand-Viviani. Nous sommes actuellement à 820 000 soutiens. L'objectif de 4,7 millions de signatures pourrait être atteint plus rapidement si le gouvernement faisait son boulot et organisait la campagne. En effet, nous devrions avoir des temps d'échanges ou des temps d'expression pour les parlementaires signataires du Référendum d'Initiative Populaire, le RIP, au minimum sur les chaînes de télévision ou de radio. Ce qui n'est évidemment pas le cas ! Rien n'est fait pour nous aider, tout est fait pour décourager, mais notre motivation est forte. Mais la mobilisation des salariés ne suffit plus face à l'appétit de certains, il faut la mobilisation des citoyens et des élus.

La convergence des luttes a pris une autre ampleur. La privatisation d'ADP est devenue le combat de tous les citoyens et sur différents items - vol d'un bien commun, environnement, protection du bassin d'emploi, aménagement du territoire - avec comme clef de voûte, la défense du service public.

LVS. L'implication de la CGT, en Essonne et dans toute la France, et les méthodes de popularisation, sont-elles à la hauteur de l'enjeu ? Quels résultats aujourd'hui ? Où porter les efforts à venir ?

I.B-V. Les débuts ont été difficiles. En effet, la CGT est de tous les combats et ils sont nombreux dans notre pays et le département de l'Essonne n'est pas épar-

gné, santé, services publics, fermetures d'entreprises et j'en passe... Mais depuis le lancement du RIP, les UL, les UD et la Fédération des Transports CGT sont à nos côtés dans cette bataille qui dépasse l'intérêt des 6 500 salariés d'ADP.

Depuis l'annonce dans les médias de l'éventuelle cession des actifs de l'État du Groupe ADP, la CGT d'ADP organise le combat dans l'entreprise, mais également à l'extérieur de celle-ci.

Nous avons créé plusieurs campagnes de communication avec l'Édition d'un livret et le visuel du « PACKMAN », des plaquettes d'information et depuis cet été, une campagne pour le référendum, avec



(Image CGT ADP)

autocollants, affiches, tracts, tee shirts... La Confédération et la Fédé des Transports, de leurs côtés, rentrent également en campagne pour le référendum avec la mise en ligne d'un dossier complet sur le site internet de la Conf, mais également avec la publication d'affiches, de

vidéos et de matériel militant pour les UD. La CGT a mis tous les moyens matériels possibles, maintenant y a plus qu'à faire « décoller » le nombre de votes ! Mais les actions menées en Ile-de-France ne suffiront pas pour atteindre les 4,7 millions de signatures. Il faudrait développer les actions de la CGT dans



les autres régions du pays, en facilitant la mise en place à l'intérieur des entreprises de comités de soutien au RIP afin de mobiliser tous les salariés.

LVS. Quelles seraient les conséquences d'une privatisation d'ADP pour les personnels et les sous-traitants ?

I.B-V. Pour les salariés d'ADP, la première ouverture du capital en 2005 s'est traduite par une baisse de 2 000 salariés en 10 ans, et ce, en pleine croissance du trafic aérien.

Entre temps, pour rendre la mariée plus belle, les réorganisations se succèdent avec pour seul objectif une baisse drastique des effectifs qui entraîne une dégradation des conditions de travail, une perte de nos métiers, de notre savoir-faire. C'est grâce aux salariés que cette entreprise est devenue un fleuron de l'économie, un bien précieux pour tous les citoyens de notre pays et non pas, comme Macron et ses sbires le veulent, un bien précieux au profit d'une minorité. Minorité qui ne voit dans cette entreprise qu'une manne financière - plus d'un demi milliard d'euros de résultat après impôt par an - excluant tout ce que représente un aéroport ou dans le cas présent plusieurs aéroports.

Pour ce qui concerne la sous-traitance, il y a trois types de marchés. D'abord les marchés passés par ADP, en direct, qui sont soumis au code des marchés publics, mais qui ne le seront plus demain,

avec le risque que le futur propriétaire fasse un transfert de cash en direction des autres entités de son groupe, comme par exemple Vinci avec les autoroutes. Ensuite les marchés passés par ADP, pour supprimer une activité jusque-là réalisée par des salariés ADP, qui risque de se développer avec des actionnaires totalement privés, avec les effets que nous connaissons : bas salaires, conditions de travail désastreuses, manque de formation, chasse aux syndicalistes qui s'opposent à la direction...

Enfin les marchés d'assistance aux compagnies passés directement par les compagnies aériennes qui représentent une grande partie des salariés de nos plateformes.

LVS. Quelles seraient les conséquences pour la CGT et ses militant.e.s ?

I.B-V. Pour la CGT, la privatisation ne changera rien. La CGT existait sur les plateformes d'Orly et du Bourget bien avant ADP et elle continuera à lutter contre les injustices sociales après la privatisation... La mise en place des nouvelles instances comme le CSE va, par contre, fragiliser l'ensemble des organisations syndicales de l'entreprise, qui vont perdre 40% des moyens et la CGT ne sera pas épargnée.

Mais nous resterons déterminés et nous saurons nous adapter pour rester les meilleurs dans la défense des travailleurs.

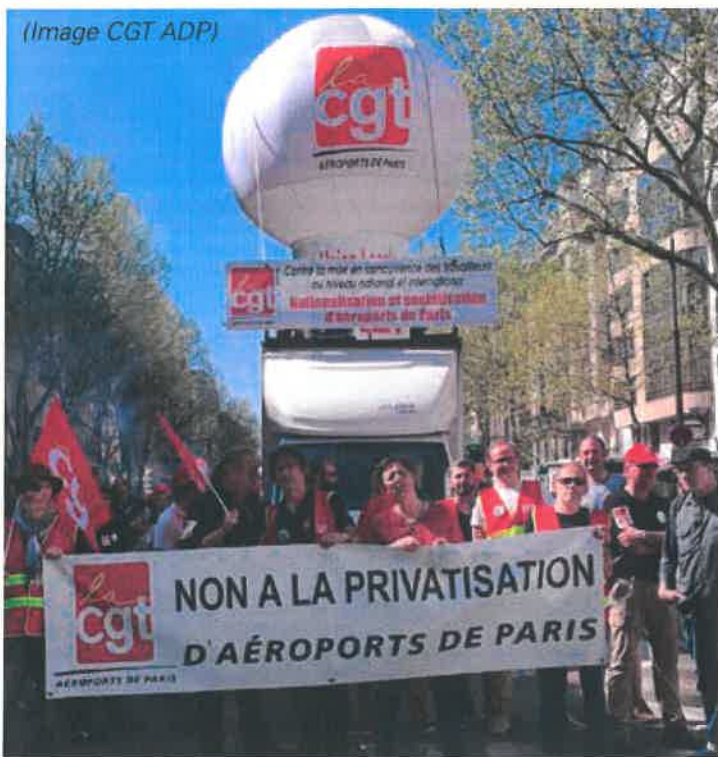
LVS. Quelle est votre opinion sur les positions et les actions des autres syndicats ?

I.B-V. La CGT a été, dès le début du combat, le moteur. Elle est à l'origine des démarches et des rencontres avec les élus

des territoires comme ceux de la République, de la votation des salariés, avec 98% contre la privatisation, des manifestations dont celle du 18 avril 2019 à Orly. Elle a su convaincre les autres organisations de la suivre, car il faut avouer que les intersyndicales sont difficiles... mais réclamées par les salariés. En fait, sur le terrain, la CGT est bien souvent seule. Seule dans l'entreprise, seule à l'extérieur. Très rares sont les réunions publiques, les interviews, les meetings politiques de tout bord où l'intersyndicale est présente ! Le seul syndicat qui bouge depuis le début et encore maintenant, avec affiches, badges, collages, tractages, c'est la CGT.

Beaucoup d'entre nous organisent, participent à des collectifs avec les salariés et les citoyens dans les villes riveraines depuis des mois sur leur temps de repos. Un militantisme qui fait chaud au cœur et qui nous permet de trouver la force de continuer jusqu'à mars 2020.

Le RIP est une première victoire dont la CGT peut être fière. Elle a su combattre,



argumenter, s'adapter, rebondir, organiser, fédérer, communiquer pour amener les élus de la République à se mobiliser au-delà de leur étiquette politique.

Mais ce n'est pas fini, continuons à gagner des signatures, dans nos entreprises, notre famille, nos amis... car c'est tous ensemble qu'on va gagner ce RIP !